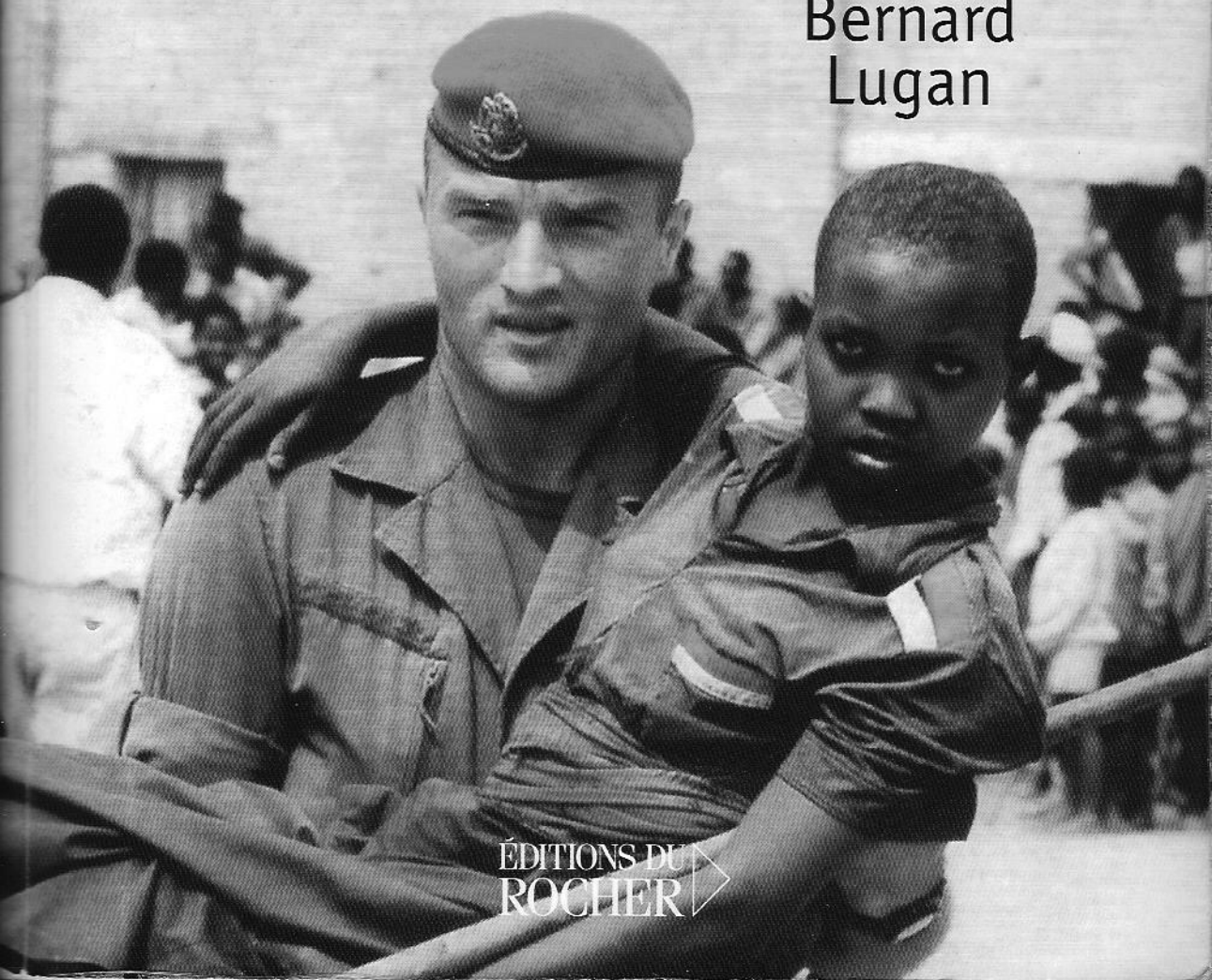


FRANÇOIS MITTERRAND, L'ARMÉE FRANÇAISE ET LE RWANDA

Bernard
Lugan



ÉDITIONS DU
ROCHER

et pour réaffirmer le rôle de l'Ouganda dans le conflit. Georges Martres rend compte à Paris :

« Le président Habyarimana m'a appelé ce matin à 8 heures pour me faire connaître que le Front patriotique rwandais avait attaqué la ville de Byumba dans le cadre d'une action directe combinée avec des diversions latérales sur Mukono et Kazinga [carte p. 100]. Selon le président Habyarimana, il s'agit d'une offensive lancée par le président Museveni en liaison avec les négociations qui s'ouvrent aujourd'hui à Paris [...] (Martres, 5 juin 1992, ETR, II:159.)

N'étant pas dupe de ces explications et renseignements pris, deux jours plus tard, l'ambassadeur de France au Rwanda rédige une note de situation dans laquelle il écrit :

« Comme lors de la prise de Ruhengeri en janvier 1991, celle de Byumba a fait apparaître [...] des exagérations plus ou moins calculées pour susciter l'inquiétude et l'appui des pays occidentaux amis du Rwanda. Il n'y a eu ni attaque en force de l'armée ougandaise, comme me l'avait dit le président Habyarimana, ni invasion massive comme le laissait entendre le ministre de la Défense. » (Martres, 7 juin 1992, ETR, II:160.)

L'attaque sur Byumba provoque l'exode de centaines de milliers de paysans. Les FAR sont alors dépassées. Certaines unités se mutinent, notamment à Ruhengeri, Gisenyi, Kibuye et Byumba, pillant les magasins, agressant et tuant ceux qui leur résistent. L'APR, qui réussit à s'enfoncer sur une vingtaine de kilomètres de profondeur, va faire de cette région une « zone libérée ».

Face à la gravité de la situation, Paris grossit le dispositif Noroît. Un renfort fourni par le 8^e RPIMA arrive sur zone dans la nuit du 5 au 6 juin. Dans l'après-midi du 6 juin, une section Noroît du 2^e RIMA parvient à Byumba pour en évacuer les expatriés.

Du 11 au 16 juin, une mission d'évaluation vient faire le point de la situation militaire et de l'état des troupes gouvernementales. Les FAR sont en effet moralement abattues et les responsables rwandais attendent de la France une aide qui leur permettra de redresser la situation¹. Le général Rosier explique :

1. Le 9 juin, les deux chefs d'état-major des forces armées rwandaises et de la gendarmerie sont remplacés, respectivement par le colonel Nsabimana et le colonel Ndindiliyimana.

«En juin 1992, je suis chef de corps du 1^{er} RPIMA en instance de rejoindre le COS, nouvellement créé, en tant que chef des opérations. À ce titre, je participe, en qualité de "technicien", à la mission d'évaluation conduite par le colonel Delort de l'EMA et à laquelle est associé le colonel Galinié (au titre de la Direction générale de la Gendarmerie nationale). Il ressort, avant tout, de cette mission que les FAR ne disposent pas d'une *puissance de feu* suffisante pour stopper les offensives APR, de *réserves* de manœuvre pour contre-attaquer dans les différents secteurs et d'un *encadrement* à la hauteur de la situation. Les conclusions de ce tour d'horizon sont présentées par le colonel Delort à l'EMA au retour. Quelques jours après, je suis désigné comme commandant des opérations au Rwanda¹.

Le 24 juin, avant son départ pour le Rwanda, le colonel Rosier reçoit des instructions orales de l'amiral Lanxade : Byumba ne doit pas tomber aux mains du FPR et cela afin de maintenir un équilibre entre les forces, toujours dans l'optique d'un règlement politique par la négociation et le partage du pouvoir. Redonnons la parole au général Rosier :

«Arrivé sur place au Rwanda, ma priorité n° 1 est de monter dans les plus brefs délais une batterie de 105 cédée par la France et servie par les FAR. Pour ce faire, je dispose des cadres d'une batterie du 35^e RAP à effectif de 25 hommes qui, en moins de deux semaines, réalisent la formation théorique et l'école de pièce au camp de Kanombe.

Le 8 juillet, doublée par les cadres français, la batterie rwandaise effectue son premier tir dans le secteur de Byumba. Nous n'en sommes alors qu'au stade de l'école à feu. Mais le niveau progresse rapidement car tous les jours la batterie est engagée dans l'un des trois secteurs opérationnels. Il en sera ainsi jusqu'au cessez-le-feu du 1^{er} août, date à laquelle les servants rwandais sont totalement autonomes. Dans des délais encore plus brefs, nous contribuerons à la mise sur pied de la 2^e batterie (122 D30 fournie par l'Égypte).

Ma priorité n° 2 est de constituer une réserve à l'échelon de chaque secteur. Avec le chef d'état-major des FAR, le colonel puis général Deogratias Nsabimana², nous convenons d'un plan de recrutement à cet effet³.»

1. Entretien avec le général Rosier.

2. Il trouvera la mort dans l'attentat contre l'avion présidentiel le 6 avril 1994.

3. Entretien avec le général Rosier.

L'autre gr
point pour re
de la tâche p
valeur est ég
d'officiers no
aux FAR, le
contre-offens
feux, appui p
de cette contr

«Le jour J,
de la soupe
Dès lors, l
pesanteurs
devient irrè
militaire. L
positif dem
pas dispers
de réserve,

À la déché
front, la natu
nant appui s
dévoreurs d'l
sur le moral
sion d'une ar
clivages régi
fortement mo
qui ont été f
mourir» de l'

Négociatio

Pendant q
négociait à P

1. Entretien

L'opération Turquoise fut placée sous le commandement du général Lafourcade qui exercera son commandement du 26 juin, date de son arrivée à Goma, au 21 août 1994¹. Du 20 au 26 juin inclus, le colonel Rosier, chef «opérations» de l'état-major du COS stationné à Taverny fut le seul à être déployé sur le terrain. Durant ces six jours, il dépendit directement de l'EMA (état-major des Armées). L'adjoint du général Lafourcade fut le colonel Bruno Le Flem.

Quand ils seront au complet, pas avant le 3 juillet, les effectifs de l'opération s'élèveront à 2924 hommes dont 510 Africains originaires du Sénégal, de Guinée Bissau, du Tchad, de Mauritanie, d'Égypte, du Niger et du Congo.

Le général Jean-Claude Lafourcade commandant la force Turquoise disposait d'un Poste de Commandement Interarmées de Théâtre (PCIAT) avec une base logistique à Goma, de moyens aériens de transports et de combat, d'un bataillon de soutien logistique ainsi que d'un Échelon médical mobile d'intervention rapide (EMMIR).

La base avancée de l'opération Turquoise qui était l'aérodrome de Kavumu à Bukavu fut placée sous le commandement du colonel Rosier (alias «Romuald»), commandant du groupement interarmées des forces spéciales mis sur pied par le COS pour le temps de l'opération. Ce groupement était composé de plusieurs éléments :

– Un état-major COS, le DLMO (Détachement de Liaison et de Mise en Œuvre), composé de 10 hommes provenant du COS et de 20 autres détachés du 1^{er} RPIMa.

– Un détachement du 1^{er} RPIMa commandé par son chef de corps le colonel Tauzin (alias «Thibaut»), donc un «détachement Chimère» selon la terminologie propre à ce régiment (voir plus haut p. 125). Son effectif était de 58 hommes.

– Un détachement du Groupement des commandos marine, commandé par le capitaine de corvette Gillier (alias «Omar») composé de 44 hommes.

– Un détachement de Commandos parachutistes de l'Air commandé par le lieutenant-colonel Duval (alias «Diego») à effectif de 43 hommes.

1. Arrivé le 26 juin en début de soirée, il prit effectivement son commandement le 27 en raison des contraintes d'installation.

Kibuye; Tausin avancera vers Gikongoro et Gillier reconnaîtra la zone entre Kibuye et Kirambo. Le même jour, la 1^{re} compagnie du 2^e REI commandée par le capitaine Franck Nicol entre au Rwanda à partir de Bukavu et va peu à peu relayer le COS à Cyangugu. Cette unité basée à Nîmes avait été désignée pour constituer avec la 3^e Compagnie de la 13^e DBLE, l'EMT Légion qui constituera le socle du Groupement sud de Turquoise. Les moyens étant comptés, c'est fort logiquement qu'elle est engagée au Rwanda le lendemain de son arrivée, et placée pour le début de ses activités sous le contrôle opérationnel du colonel Rosier dans l'attente de l'EMT en provenance de Djibouti.

– Dans la nuit du 28 au 29 juin, 2 Antonov 124 loués à l'Aeroflot et 1 DC10 de la compagnie zaïroise Shabair enlèvent à Djibouti un EMT ainsi que la 3^e compagnie de la 13^e DBLE commandée par le capitaine Daniel Bouchez. Ils sont sous les ordres du lieutenant-colonel Hogard¹.

– Le 29 juin au matin, à peine débarqué du DC 10, le lieutenant-colonel Hogard se présente au général Lafourcade qui lui demande de rejoindre le jour même le colonel Rosier à Bukavu afin d'assurer dans les meilleurs délais la relève du Groupement Rosier une fois le Groupement Sud constitué et opérationnel :

«[...] Le général Lafourcade m'avait demandé de "prendre en compte le secteur de Cyangugu" tout en élargissant simultanément le périmètre tant vers le Nord (jonction avec le Groupement Sartre) [voir p. 223] que vers l'Est (lisières est de la forêt de Nyungwe), que vers le Sud (frontière burundaise). Je suis donc aérotransporté en Transall en fin de matinée le 29 juin sur Kavumu qui est l'aéroport de Bukavu et où se trouve implanté le PC de Rosier. M'accompagnent le capitaine Guibert, mon conducteur et mon radio avec mon véhicule P4 de commandement.

1. Le 19 juin, l'état-major des Armées avait demandé au général Coppin commandant les FFDJ (Forces françaises à Djibouti) de mettre sur pied un EMT et une compagnie d'infanterie motorisée pour une intervention imminente au Rwanda. Le général Coppin avait alors désigné le lieutenant-colonel Jacques Hogard comme chef de cet EMT. Le lieutenant-colonel Jacques Hogard appartient à la Légion. Il est en poste à Djibouti depuis deux ans et a successivement participé à plusieurs opérations dans la zone : opération Iskoutir à Djibouti, opération Oryx en Somalie, opération Diapason au Sud-Yémen.

Je laisse le soin à mon adjoint le lieutenant-colonel Laporte de récupérer les éléments manquants et de faire mouvement dès que possible par la piste Goma-Bukavu qui longe le lac Kivu côté zaïrois, ce qu'ils feront le 30 juin. Ces presque deux jours d'avance me permettent de reconnaître ma future zone de responsabilité. Dès mon arrivée à Bukavu, je prends sous mon commandement la 1^{re} compagnie du 2^e REI déjà présente à Nyarushishi (camp de réfugiés Tutsi) et aux environs¹.»

Toujours le 29 juin, toutes les activités sont gelées en raison de la venue du ministre de la Défense François Léotard. Le matin il visite Bukavu et Cyangugu, l'après-midi Gishyita et Kibuye. Tous les (faibles) moyens humains et matériels dont dispose Rosier sont mobilisés pour organiser cette visite car il faut prévoir la sécurité, préparer les rencontres, les exposés, etc.

– Le 30 juin, le général Raymond Germanos, à l'époque sous-chef d'état-major «opérations» de l'état-major des Armées, donne au commandant des forces Turquoise les limites territoriales de la zone des opérations². Les activités des divers secteurs sont alors les suivantes :

a – Au sud, dans le secteur de Cyangugu, Tausin quitte son PC de Nyarushishi et Hogard s'installe à Cyangugu même, mais il importe de noter que le Groupement Sud ne sera officiellement investi de sa responsabilité que le 1^{er} juillet.

b – Au nord, en commune Gishyita et dans le secteur de Bisesero, l'équipe du capitaine de corvette Marin Gillier découvre un important lieu de massacre³.

c – À l'est, le colonel Tausin qui a quitté le secteur de Cyangugu où, comme nous l'avons vu, il a été remplacé par le lieutenant-colonel Hogard, s'installe à Gikongoro. Les nouvelles qui parviennent alors de Butare font état d'une urgence humanitaire, mais sans plus de précisions. Les ONG présentes supplient les troupes françaises d'y intervenir. En conséquence, le

1. Entretien avec le colonel Hogard.

2. Le 30 juin, le rapport de la Commission des droits de l'Homme des Nations unies avait conclu à l'existence d'un génocide au Rwanda.

3. Pour la question de Bisesero, voir plus loin p. 258.

Ces accrochages qualifiés « d'inéluctables » par le général Lafourcade se produisent alors que l'APR investit les faubourgs est de la ville. Dans la soirée, Butare passe d'ailleurs sous son contrôle.

Toujours le 3 juillet, le groupement Rosier jusque-là éclaté sur tout ce qui va devenir la « Zone humanitaire sûre » se recentre dans le seul secteur de Gikongoro.

Après son retrait, la zone de Kibuye est placée sous le commandement du colonel Patrice Sartre qui remplace le lieutenant-colonel Duval. Le colonel Sartre arrive de Bouar en RCA où il était en mission tournante. Son groupement est constitué d'éléments de la 9^e DIMa avec un noyau principal fourni par le RICM dont il est le chef de corps, et une section de mortiers lourds (SML) du 11^e RAMa affectée au détachement pour la défense éventuelle de Gikongoro. Ultérieurement il sera renforcé par une compagnie sénégalaise.

Quant à la zone de Cyanguu, nous avons vu qu'elle était passée sous la responsabilité du lieutenant-colonel Hogard le 30 juin. Dans les jours qui avaient suivi, il avait reçu l'essentiel de ses effectifs. Le 1^{er} juillet, le lieutenant-colonel Hogard disposait des moyens suivants :

- 1^{re} compagnie du 2^e REI arrivée comme nous l'avons vu quatre jours plus tôt.
- 3^e compagnie de la 13^e DBLE arrivée de Djibouti.
- Un état-major tactique avec un adjoint opération, le capitaine Bruno Guibert, et un adjoint logistique, le lieutenant-colonel Jean-Louis Laporte.

l'APR à deux reprises. Le colonel Joubert raconte : « Je faisais partie du détachement d'arrière-garde qui, à la sortie de Butare, a rencontré l'élément du FPR fort d'une vingtaine de combattants dont une majorité de jeunes garçons commandés par un adulte. Avec mon chauffeur, le caporal-chef Marie, je suis passé sur la route au moment où ils arrivaient et me suis arrêté 50 m plus loin pour attendre l'arrivée du groupe qui me suivait. À ce moment-là est arrivé le véhicule de la 2^e compagnie toutes armes braquées sur eux et le chef de l'élément FPR a alors donné des ordres et ses hommes se sont écartés. Plusieurs centaines de mètres plus loin, ce véhicule s'est fait prendre à partie par un autre élément FPR, depuis les collines au Nord et a reçu une balle dans la boîte à gants. Les véhicules de la 3^e compagnie qui suivaient sont passés sans problème. (Entretien avec le colonel Joubert.)

– La section de commandement et de soutien fournie par le 14^e RPCS de Toulouse, forte de 22 hommes, et par la BOMAP (Base opérationnelle mobile aéroportée) également de Toulouse¹.

Turquoise est donc lentement montée en puissance jusqu'au 3 juillet, date à laquelle ses moyens furent à peu près réunis. Entre le 20 et le 30 juin, durant dix jours, le COS fut quasiment seul sur le terrain, réalité toujours oubliée ou passée sous silence par les journalistes et les observateurs. Durant la phase la plus délicate de Turquoise, ce ne furent donc pas 2924 hommes qui opérèrent au Rwanda, mais très exactement 150, articulés, comme nous l'avons vu, en trois groupes répartis sur des superficies au relief accidenté et en partie forestier.

Le général Tauzin met en évidence la modicité de ces moyens par rapport à la mission à accomplir :

«Le détachement spécialisé que je commandais comptait 58 hommes. Avec ces 58 hommes, je devais protéger les points de regroupement de personnes déplacées, me renseigner et renseigner mes chefs, assurer partout une présence dissuasive, être en mesure de déplacer en tout point des forces suffisantes pour arrêter d'éventuels massacres, prendre et maintenir le contact avec les diverses factions, avec les autorités locales et avec les organisations humanitaires, tout en assurant la logistique et la sécurité de mon détachement. Ces tâches devaient être exécutées 24 heures sur 24, dans une zone de responsabilité grande comme un demi-département français qui, peuplée en temps de paix d'environ 600 000 personnes voyait, depuis deux mois affluer chaque jour des milliers de personnes en situation de détresse fuyant les combats et l'avance du FPR².»

1. Le Groupement Sud sera bientôt renforcé par les CRAP du 2^e REP aux ordres du lieutenant Raoul qui arriveront du Gabon où ils étaient en mission « tournante » et par divers autres moyens logistiques et de transmission fournis par la 11^e DP, par un Détachement de transport du 511^e RT/403^e RA composé de 10 hommes, par l'équipe de recherche du 13^e RDP et par une compagnie d'infanterie tchadienne, etc. Fin juillet, les CRAP du 2^e REP seront relevés par une équipe CRAP fournie par le 35^e RAP. Au sujet du « Groupement Sud » on se reportera au « Rapport du lieutenant-colonel Hogard, commandant le Groupement Sud de l'opération Turquoise sur sa mission dans le sud-ouest du Rwanda. » Référence : Msg n° 2481/PCIAT/CEM/DR du 12 août 1994, 6 pages.

2. Entretien avec le général Tauzin.

Témoin régulièrement critique des actions de l'armée française, le docteur J.-H. Bradol responsable de l'organisation Médecins sans Frontières et dont nous avons déjà parlé plus haut (voir p. 133) considère, quant à lui :

«[...] ridicules les critiques selon lesquelles les forces françaises auraient aidé les assassins à fuir au Zaïre ou en Tanzanie [car] ces derniers n'avaient nul besoin de l'aide française pour quitter le Rwanda». (ETR, III/1 : 396.)

Pour ce qui est du prétendu «non-désarmement» des milices et des FAR, renvoyons tout d'abord à l'article du *Monde* cité pp. 230-232 qui fait litière de l'accusation. Plus encore, et sans entrer dans des détails qui deviendraient fastidieux, prenons simplement quatre exemples d'opérations faites par les seuls légionnaires du Groupement Sud :

– le 18 juillet, une compagnie à deux sections du 2^e REI et une section de la 13^e DBLE désarment les pillards dans les rues de Cyangugu et saisissent de grandes quantités d'armes.

– Le 23 juillet, la 3^e compagnie de la 13^e DBLE saisit 500 armes et deux tonnes de munitions.

– Le 24 juillet, la 1^{re} section de la 1^{re} compagnie du 2^e REI intercepte un véhicule civil dans la région de Gisoma et découvre, sous une bâche, 100 AK 47, 13 RPG 7 et 50 000 cartouches, ce qui prouve que les Français fouillent les véhicules et qu'ils ne se contentent pas de les regarder passer.

– Le 25 juillet, la 2^e section de la 1^{re} compagnie du 2^e REI s'infiltré de nuit à Bugarama (carte p. 227) et appréhende une bande de miliciens qui terrorise la population.

Le 21 août 1994, au terme de l'engagement du Groupement Sud au Rwanda, le lieutenant-colonel Hogard remet au colonel Gisslassie, chef des éléments éthiopiens de la MINUAR qui assurent la relève française à Cyangugu, le reliquat non encore détruit d'armements et de munitions saisis les derniers jours sur des éléments isolés issus des FAR ou des milices. Cette remise fait l'objet d'un procès-verbal établi par le détachement prévôtal (gendarmérie) du Groupement Sud. Sont ainsi remises aux Éthiopiens 364 armes dont : 15 FM – 25 FA G3 – 18 PM UZI – 66 FAL – 28 R4 – 133 AK47 –

pénétrer, notamment le président de la République par intérim Théodore Sindikubwabo et son ministre des Affaires étrangères Jérôme Bicomumpaka.

Le 16 juillet dans l'après-midi, des éléments de la Garde présidentielle accompagnant des berlines noires sont signalés dans la ville de Cyanguu. Le lieutenant-colonel Hogard est averti par le capitaine Gondal, chef de son bureau renseignement. Compte rendu est immédiatement fait au général Lafourcade.

N'ayant pas reçu l'ordre d'arrêter les membres du GIR, décision incombant au pouvoir politique et en l'absence de consignes de Paris, le général Lafourcade doit cependant prendre une décision rapide. Il ordonne donc de faire immédiatement signifier à ces personnalités que leur présence en ZHS est incompatible avec le mandat de Turquoise. Le général Lafourcade est très précis à ce sujet :

« J'ai donc demandé au lieutenant-colonel Hogard de passer le message aux membres du GIR de quitter immédiatement la ZHS¹. »

La réaction française à l'intrusion de membres du GIR en ZHS est extrêmement rapide. Le même jour, nous sommes toujours le 16 juillet, en fin d'après-midi, soit quelques heures à peine après que leur arrivée a été signalée, les ministres sont en effet avisés par les autorités militaires françaises. Escorté de l'équipe des commandos parachutistes du 2^e REP commandée par le lieutenant Raoul, le lieutenant-colonel Hogard se rend ainsi à la villa occupée par Théodore Sindikubwabo à proximité de l'hôtel du lac et qui est gardée par des éléments de la Garde présidentielle. L'entrevue avec MM. Sindikubwabo et Bicomumpaka est tendue. Le lieutenant-colonel Hogard les informe en effet qu'ils sont indésirables dans la ZHS, qu'ils doivent donc la quitter au plus vite et que les forces françaises ne toléreront aucune manifestation du GIR, de quelque nature que ce soit : émission radio ou réunion publique.

Leur départ est fixé au lendemain 17 juillet afin de permettre aux autorités zairoises de les accueillir², ce qui permet à certains de parler d'« exfiltration » et d'écrire :

1. Entretien avec le général Lafourcade.
2. Entretien avec le colonel Jacques Hogard.

En définitive :

1 – À ce stade, les militaires de Turquoise n'ont aucune idée de la responsabilité de tel ou tel dans les tragiques événements des mois d'avril à juillet 1994.)??

2 – Non seulement on ne leur a pas demandé d'appréhender tel ou tel, mais encore les instructions données par Paris le 13 juillet leur en faisaient interdiction (voir *supra* pp. 247-248).

3 – L'évidente mesure d'urgence qui s'impose aux responsables de Turquoise apprenant l'arrivée non souhaitée de membres du GIR à Cyangugu est de leur imposer un départ de la ZHS dans les plus courts délais afin précisément que la présence française ne soit pas interprétée par le FPR comme une tentative de secours aux FAR.

4 – Comme il n'a pas l'autorisation d'arrêter les membres du GIR et comme il doit impérativement les expulser de la ZHS, le lieutenant-colonel Hogard prend naturellement contact avec son homologue zaïrois, le colonel Opango Deke Kange, pour l'informer de l'arrivée prochaine en territoire zaïrois des membres du GIR et de leurs familles. Ce que le mensuel *Képi blanc* traduit d'une manière « carrée » par départ « organisé » et ce qui, sous la plume de MM. Verschave et Saint-Exupéry devient « complicité ». Nous sommes en plein fantasme !

5 – À la question : « Pourquoi le journaliste du *Monde* a-t-il cité Radio Mille Collines dans son article ? », le colonel Hogard répond :

« Je ne sais pas. Ce dont je suis certain, c'est de n'avoir jamais mentionné radio RTLMC ou "radio Rwanda" avant le 17 juillet, n'ayant eu aucune information sur la présence éventuelle d'une de ces radios auprès des membres du GIR présents à Cyangugu. Dans ce domaine, j'ai simplement signifié à Théodore Sindikubwabo que nous n'autoriserions aucune manifestation directe ou indirecte (meeting ou émission radio par exemple) de leur fait dans la ZHS.

Et ce n'est que le lendemain 17 juillet, que je réalise que j'ai été "joué", des informateurs rwandais nous annonçant qu'un appel en *kinyarwanda* vient d'être lancé sur les ondes pour inciter la population hutu à suivre le GIR et à se lancer dans l'exil au Zaïre ! »

1. Entretien avec le colonel Hogard. Le 17 juillet, juste avant de quitter le Rwanda, les membres du GIR lancent effectivement un appel radio. Sur quelle radio ? Radio Mille Collines ? Radio-Rwanda ? Autre radio ? La lumière n'a jamais été faite à ce sujet.

RELU
↓
cf. fiche p. 230
→ il ne la cite pas

Les affaires Nsengaremye et Twagiramungu

Certains membres du gouvernement intérimaire rwandais sont passés par la ZHS avant de se réfugier au Zaïre, mais, nous venons de le voir, la France ne les a pas exfiltrés¹.

En ce domaine également, l'amalgame a été fait. MM. Verschave et Saint-Exupéry ont ainsi accusé le lieutenant-colonel Hogard d'avoir, à Cyangugu, le 17 juillet 1994, exfiltré une haute personnalité gouvernementale rwandaise ainsi que sa famille. Ce fait qui est établi montrerait donc, selon eux, la complicité constante de la France avec les génocidaires. Or, une fois encore, il s'agit de tout autre chose.

L'opération d'évacuation dont il est question n'a en effet à aucun moment concerné une personnalité hutu «extrémiste» ou «douteuse», puisqu'il s'agissait tout au contraire d'un opposant hutu dont la vie était menacée par les «extrémistes». Il s'agit de Dismas Nsengiyaremye, l'ancien Premier ministre MDR du deuxième gouvernement pluripartite du 16 août 1992 (voir *supra* p. 98). Hutu originaire de Gitarama, il était l'un des derniers représentants encore en vie de ces Hutu dits «modérés» qui payèrent un si lourd tribut durant cette période. Avec son épouse et leurs cinq enfants ils étaient en résidence surveillée à Cyangugu, sous contrôle des militaires rwandais et leurs vies étaient sérieusement menacées. Le 17 juillet la famille fut évacuée dans un hélicoptère Puma jusqu'à Goma, puis, de là à Bangui et enfin à Paris par avion.

La famille de Faustin Twagiramungu, leader du MDR favorable aux accords d'Arusha et futur premier Premier ministre du gouvernement FPR qui sera constitué au mois de juillet 1994, a également été sauvée par les hommes de Turquoise. Le lieutenant-colonel Marcel Gegou, collaborateur immédiat du PC du groupement Rosier, a mené l'opération rocambolesque qui a permis cette extraction; il raconte :

Dans cet appel ils demandaient à la population de quitter le Rwanda pour se réfugier au Zaïre, appel qui provoqua le chaos des 17-20 juillet dont nous avons parlé *supra* pp. 230-232 et qui a fait l'objet de l'article cité de Frédéric Fritscher dans le journal *Le Monde* du 21 juillet.

1. Le passage de la frontière fut une rude épreuve pour les réfugiés de haut rang qui furent dévalisés et délestés de leurs biens par les militaires zaïrois.

Cette dernière indication permet de suggérer que le plus haut niveau de l'État était au courant de la situation des Tutsi de Bisesero. À ce sujet, là n'est certes pas l'essentiel, mais il importe tout de même de le signaler, les trois chefs de détachement du COS ne rendaient pas compte à «Paris», ce que le journaliste du *Figaro* ignore. La chaîne de commandement était en effet la suivante :

- a) Amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des Armées à Paris.
- b) Général Lafourcade à Goma.
- c) Colonel Jacques Rosier à Bukavu.
- d) Sous les ordres directs de Rosier, les chefs des trois détachements engagés sur le terrain, qui étaient, comme nous l'avons déjà dit, Tauzin, Gillier et Duval.

Diego (Duval) ne pouvait donc pas adresser «à Paris rapport sur rapport» car le seul habilité à le faire était le commandant de l'opération, à savoir le général Lafourcade. Laissons-lui la parole :

«J'étais le seul à correspondre avec Paris, c'est-à-dire avec le chef d'état-major des Armées, l'amiral Lanxade, dans les domaines politique et opérationnel. Le colonel Rosier avait l'autorisation de correspondre avec le commandement du COS dans le domaine "organique", c'est-à-dire pour la gestion de ses personnels ou les besoins en matériels et équipements spécifiques. Avant mon arrivée à Goma, le colonel Rosier, en tant que "précurseur", correspondait avec l'état-major des Armées dans le domaine opérationnel¹.»

En dépit du nuage d'encre que P. de Saint-Exupéry répand afin de tenter d'instiller le doute, la situation est on ne peut plus claire : le lieutenant-colonel Duval a normalement rendu compte à sa hiérarchie par les circuits habituels, d'abord oralement le 27, puis par écrit le 29.

Ces précisions apportées, il est tout de même nécessaire d'aller plus loin afin de pénétrer au cœur de l'affaire de Bisesero car l'historien a la conviction que nous sommes en présence d'un montage.

Ainsi, c'est tout à fait artificiellement que P. de Saint-Exupéry tente de faire l'amalgame entre les actions menées par Duval et par Gillier. Seuls

1. Entretien avec le général Lafourcade.

Diego au sein de notre « entourage » à Butare hier tous repérés
l'absence du FPR

François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda

d'éléments APR infiltrés et de combats. Or les ordres sont clairs : éviter tout incident, donc toute possibilité de contact avec l'APR et pour cela, surtout ne pas s'approcher de la ligne de front afin de ne pas laisser croire que Turquoise pourrait cacher une opération d'aide aux FAR. Pour mémoire, revenons à l'ordre d'opération n° 1 du 25 juin 1994 signé par le général Lafourcade commandant de l'opération Turquoise qui précise :

« La légitimité de notre action [...] suppose de respecter une stricte neutralité vis-à-vis des parties prenantes au conflit et d'éviter tout contact armé avec le FPR [...]. Le FPR pourrait tenter de prendre le contact avec nos unités pour rechercher l'affrontement : soit en accentuant sa poussée vers Kibuye [nous soulignons], soit en s'emparant de Butare puis en progressant vers l'Ouest (Gikongoro). »

Or, la zone dans laquelle les détonations ont été entendues est exactement située dans l'axe de la progression supposée du FPR. C'est d'ailleurs ce qui va expliquer la prudence de Gillier car, respectant à la lettre les consignes qui lui ont été données, il va donc tout naturellement chercher à affiner le renseignement avant d'avancer.

Le général Lafourcade a bien restitué le contexte :

« [...] c'était les premiers jours ; la situation était extrêmement tendue ; très peu de moyens étaient encore déployés [...] on ne savait pas ce qu'on allait trouver au Rwanda ; surtout, l'analyse de renseignement dont disposait le commandement était que le FPR, qui tenait une poche allant [...] de Gitarama jusqu'au col d'Endaba (Ndaba) (carte p. 272), voulait foncer sur Kibuye. Si cette analyse était bonne, le groupement était au milieu de la zone [...] dans ce contexte, un groupe entend des explosions. Il ne peut distinguer s'il s'agit de grenades ou d'autres armes et on lui dit que c'est le FPR. Les directives étant qu'il était exclu d'aller au contact du FPR, la consigne a été donnée d'affiner le renseignement en attendant un peu que le dispositif se complète. Mais le renseignement lui-même était délicat à obtenir puisqu'il était exclu, politiquement, d'aller au contact du FPR. » (ETR, III/2 : 116.)

– Le 28 juin Gillier resserre son dispositif sur Gishyita. À la jumelle il observe la ligne de crête où FAR et APR sont réputées au contact, mais sans obtenir de renseignement concret. Vers midi, il est toujours dans l'inconnu. C'est alors qu'il reçoit la visite du bourgmestre de Gishyita qui lui parle d'infiltrations de « terroristes » et de combats contre l'APR. Gillier qui n'est pas dupe fait un rapport au colonel Rosier : il l'informe que selon le bourgmestre de Gishyita, depuis « 10 heures du matin 300 à 500 terroristes seraient

réfugiés d
bourgmest
ristes » et
fait, selon
même bou
27 avril, v
les rensei
garde aux
la nuit pou

– Le 2
recueilli d
l'APR es
intoxicati
cependan
recherche
ministre d
Sans cette
ment, le s
jour plus

En déb
Gillier à
entendre
tion². Gill
l'origine
petit mati
disent les
l'APR et t

– Le 3
sont en ef

1. Entre
2. P. de
de ce group
en suivant
lui permett

réfugiés dans une galerie de mine d'étain à la sortie est de Bisesero». Le bourgmestre sollicite l'aide des militaires français pour éliminer ces «terroristes» et il demande des grenades car il manque de munitions... Gillier lui fait, selon les propres termes de son rapport, «une réponse dilatoire». Ce même bourgmestre lui parle d'un barrage que le FPR aurait installé la veille, 27 avril, vers 14 heures, dans la partie nord du secteur de Bisesero. Comme les renseignements sont confus et contradictoires et qu'il importe de prendre garde aux manipulations, Gillier qui veut en avoir le cœur net va profiter de la nuit pour lancer une reconnaissance à pied dans la zone suspecte¹.

– Le 29 au matin la patrouille rentre bredouille. Gillier n'a toujours pas recueilli d'élément nouveau tandis que la population continue à lui dire que l'APR est bien dans la zone, ce qui se révélera ultérieurement être pure intoxication, mais Gillier ne peut pas ne pas en tenir compte. Il ne peut cependant pas vérifier l'information car il doit interrompre toutes les recherches en raison des contraintes de sécurité liées à l'inspection du ministre de la Défense François Léotard. Une journée va donc être perdue. Sans cette visite qui mobilise les faibles moyens dont dispose le groupement, le site que Gillier découvrira le 30 aurait été probablement sécurisé un jour plus tôt et il n'y aurait jamais eu d'«affaire de Bisesero».

En début de soirée, trois ou quatre journalistes se présentent au PC de Gillier à Gishyita. Ils lui disent qu'ils ont obtenu un renseignement laissant entendre que des événements graves se dérouleraient à l'est de l'agglomération². Gillier leur répond que depuis le 27 il cherche précisément à élucider l'origine de tirs provenant de cette zone mais jusque-là en vain et que, dès le petit matin, il relancera ses patrouilles afin de savoir s'il s'agit comme le lui disent les civils hutu de combats sporadiques entre commandos infiltrés de l'APR et FAR ou d'autre chose.

– Le 30 juin la situation n'est plus celle du 27. Tous les moyens du COS sont en effet à pied-d'œuvre et la zone est mieux reconnue grâce notamment

1. Entretien avec le général Rosier.

2. P. de Saint-Exupéry n'est vraisemblablement pas du nombre. S'il avait fait partie de ce groupe, il aurait en effet inmanquablement décrit à Gillier la «découverte» faite en suivant Duval le 26 ou le 27 juin. Il l'aurait évidemment clairement mis sur la voie, lui permettant ainsi d'intervenir immédiatement sur un lieu précis et repéré.

aux patrouilles de reconnaissance. Turquoise monte lentement en puissance et par ailleurs, l'EMMIR est en mesure d'être déployé sur proposition de Rosier. Turquoise va donc pouvoir élargir sa zone d'action à l'ensemble des préfectures de Kibuye et de Gikongoro.

Dans la région de Gishyita, l'action de reconnaissance est reprise au lever du jour avec tous les moyens dont dispose Gillier. Aucun journaliste n'y participe car la progression se fait à pied. Elle est lente compte tenu du relief mais elle est également prudente car le souci de Gillier est toujours de ne pas avoir à se heurter à d'éventuels éléments APR infiltrés. Il décide néanmoins d'avancer le plus loin possible vers l'Est et ce faisant il dépasse le secteur de Bisesero (carte p. 272). Vers midi, après plus de six heures de marche, un informateur lui montre une colline dans la direction du lac Kivu, affirmant qu'il s'y passe des choses graves. Le capitaine Dunant chef de l'équipe de recherche du 13^e RDP (Régiment de Dragons parachutistes) venue renforcer les commandos marine de Gillier reçoit l'ordre de faire demi-tour et de se diriger vers le point en question. Vers 15 heures, après un peu plus de deux heures de marche, il découvre un important site de massacre du secteur de Bisesero. Aucun journaliste n'est présent. Deux heures plus tard, Gillier rejoint lui aussi à pied. Il faut faire vite car la nuit tombe vers 18 heures. Le secteur est donc sécurisé tandis que les blessés sont secourus. Immédiatement prévenu, Rosier fait activer l'hôpital militaire de campagne où sont accueillis les plus touchés d'entre eux¹.

Juste avant la nuit, les premiers journalistes, au nombre d'une demi-douzaine et qui appartiennent en majorité à la presse télévisée, arrivent sur les lieux du massacre avec les hélicoptères de secours, le colonel Rosier leur ayant donné l'autorisation d'embarquer. P. de Saint-Exupéry qui ne fait pas partie de ce groupe arrivera sur place dans la matinée du 1^{er} juillet comme il l'écrit d'ailleurs dans son livre.

Trois jours se sont donc effectivement écoulés entre le 27 juin en fin d'après-midi, quand le lieutenant-colonel Duval qui procède à une reconnaissance dans le nord du secteur de Bisesero « tombe » sur une première zone de massacres, et le 30 juin vers 15 heures, moment où le capitaine Dunant

1. Entretien avec le général Rosier.

découvre, plus au secteur.

Voir dans ce d...
comme le fait P. c...
étant, il est diffic...
c'est largement e...
des avocats ont d...
devant la juridicti...
les protagonistes v...
que le journaliste...
sations.

L'affaire de Bis...
qui n'interdit pas...
faite avec le lieute...
par Gillier le 30 ju...
il le précise d'aille...
avoir collusion av...
du ministre de la...
n'avait pourtant p...
P. de Saint-Exupé...

«François Léot...
hommes cravaté...
nous l'avons éco...

Pourquoi P. de...
d'articles parus d...
Bisesero contre l...
de rédaction de s...
que le journaliste...
Étrangement,
de Kigali comme...

1. Cf. son articl...
2. *L'Inavouable*